

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

T. LOUA

Conditions et influence du mariage

Journal de la société statistique de Paris, tome 12-13 (1871-1872), p. 178-184

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1871-1872__12-13__178_0

© Société de statistique de Paris, 1871-1872, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.

*Conditions et influence du mariage*¹.

M. le docteur Bertillon, membre de la Société de statistique de Paris, a lu à l'Académie de médecine un important travail sur le mariage. Nous laisserons de côté la partie qui concerne l'hygiène, pour ne nous attacher qu'à la partie statistique.

La plupart des faits que nous nous proposons, à la suite de M. Bertillon, de mettre en lumière, sont de nature à intéresser la généralité des lecteurs de notre Journal : ils s'imposent par le choix des sources, une méthode rigoureuse et sûre, des aperçus ingénieux et des conclusions souvent inattendues, mais toutes dignes de fixer l'attention.

Chez tous les peuples on a reconnu l'influence moralisatrice du mariage; mais pouvait-on croire *à priori* que cette institution a sur la santé, sur la vie même, une influence telle, qu'à cet égard il y a une séparation presque absolue entre le groupe des gens mariés et celui des célibataires? C'est là pourtant ce que M. Bertillon a réussi à établir.

Pour y parvenir, il était nécessaire d'étudier les mariages dans les trois phases qu'ils traversent :

1° Le jour où ils se contractent ;

2° Pendant leur durée;

3° Le jour où ils se dissolvent par la mort ou autrement.

1° Et d'abord, comment mesurer l'aptitude au mariage ou, en d'autres termes, la proportion relative des mariages dans chaque pays? La plupart des auteurs se contentent, à cet égard, de rapporter les mariages qui se contractent, année moyenne, à la population générale. Cependant cette formule est en désaccord avec le calcul des probabilités. La population générale renferme, en effet, plusieurs catégories ; les enfants au-dessous de l'âge de puberté, les gens déjà mariés, la plupart des vieillards de plus de 60 ans qui ne peuvent contracter mariage. C'est donc avec raison que M. Bertillon conseille de mesurer la fréquence du mariage, en d'autres termes, la *matrimonialité*, en rapportant les mariages annuels à la population vraiment mariable, dont on a soustrait, par conséquent, les éléments qu'on vient d'énumérer.

Par ce procédé on constate qu'en Angleterre le nombre des individus qui se marient annuellement est de 64 p. 1,000; en Hongrie ce rapport s'élève jusqu'à 72. Pour les autres pays on trouve : Danemark, 59; France, 57; Paris, 53; Pays-Bas, 52; Belgique, 43; Norwège, 36.

Ainsi, en comparant l'Angleterre, un des pays où l'on se marie le plus, avec la Belgique, un de ceux où l'on se marie le moins, on trouve que le rapport de la matrimonialité dans ces deux pays est comme 64 à 43, ou comme 150 est à 100. Or, que trouverait-on avec les rapports généralement adoptés (ceux des mariages à la

1. Voir : *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*, art. Démographie du mariage, par le Dr Bertillon; tome XVIII de la *Statistique générale de France*; *Journal de la Société de statistique de Paris*, année 1865, page 2, De quelques lois statistiques du mariage, par T. Loua.

population générale)? 8.46 et 7.39, c'est-à-dire 105 à 100. Cette dernière mesure donne, comme on le voit, des résultats bien moins significatifs.

En général, la probabilité du mariage est plus grande pour les hommes que pour les femmes. Le fait tient uniquement aux secondes noces, qui ont lieu 3 ou 4 fois plus souvent pour les veufs que pour les veuves. Si on considère, en effet, les mariages de célibataires, ce sont les femmes qui se marient le plus. En France le rapport est de 52 hommes pour 62 femmes; en Angleterre de 61 pour 63, en Belgique de 37 pour 43; tandis que, dans les secondes noces, il y a, en Angleterre, 66 mariages de veufs contre 21 de veuves; en Belgique, 48 contre 16; en France, 40 contre 12.

Ainsi, chose singulière, en Belgique, les veufs se précipitent vers un second mariage avec plus d'empressement que les célibataires vers leur premier. En France, il est loin d'en être ainsi. Est-ce, dit malignement l'auteur, parce que nous sommes inconsolables, ou guéris du mariage? Dans tous les cas, voilà des traits de mœurs qu'on s'attendait peu à voir signaler par la statistique!

Cependant, pour pénétrer plus avant dans les mœurs de chaque peuple, il est intéressant de déterminer la probabilité du mariage à chaque âge. C'est un travail que nous avons déjà fait personnellement pour la France. M. Bertillon a poursuivi ses recherches pour l'Angleterre, la Belgique et l'Italie.

Or, qu'a-t-il trouvé? En Angleterre, sur 1,000 garçons de 20 à 25 ans, ceux qui se marient dans l'année sont au nombre de 120; en France, de 57; en Italie, de 35; en Belgique, de 34. Ce dernier chiffre est également celui du département de la Seine.

Pour les filles, la proportion respective est de 130 en Angleterre, 107 en France, 103 en Italie, 96 dans le département de la Seine, et 63 seulement en Belgique.

Les mêmes différences se constatent aux âges suivants.

En résumé, la plus grande probabilité des mariages se rencontre pour les garçons de 20 à 25 ans en Angleterre, de 25 à 30 ans en France, de 25 à 35 ans en Italie et en Belgique. Avant ces recherches, qui aurait pu présumer que c'est dans la brumeuse Angleterre que les jeunes gens sont le plus pressés de se marier, tandis que, sous le beau ciel de l'Italie, on semble ne le faire qu'à la dernière extrémité?

A Paris les mariages sont nombreux, relativement surtout à la population générale; mais, d'après le tableau des âges, on voit qu'ils sont moins nombreux dans la jeunesse que dans l'âge qui a passé la maturité. Faudra-t-il s'étonner si l'on montre plus loin le peu de fécondité de ces mariages tardifs?

Depuis 1853, on trouve dans les volumes de la statistique générale de France, consacrés aux mouvements de la population, des rapports résumant en un seul chiffre, pour chaque sexe, l'âge moyen des époux au moment de leur mariage. Cette valeur, dont la commodité est évidente, doit être considérée comme purement approximative, la plupart des pays relevant les mariages, non par années mais par périodes de 5 ou de 10 ans. Toutefois, les différences que ces rapports présentent sont tellement significatives, que cette approximation suffit dans la pratique.

Parmi les remarques très-nombreuses qu'on peut faire sur le tableau de l'âge relatif des époux, nous nous arrêterons à celles qui concernent la disproportion des âges.

Pour les mariages entre garçons et filles, on observe que les garçons de 15 à 20 ans épousent des filles plus âgées qu'eux de 2 à 3 ans; dans la période suivante, les filles sont plus jeunes de 1 an, et la différence d'âge s'élève successivement de 2, 5, 7 jusqu'à plus de 20 ans, au fur et à mesure que les garçons qui les épousent s'élèvent en âge. C'est ainsi que les garçons qui ont dépassé la soixantaine épousent des filles plus jeunes qu'eux de plus de 20 ans.

Si l'on ordonne les mariages suivant l'âge de la femme, on trouve que les maris des jeunes filles de moins de 20 ans ont un peu plus de 25 ans. Plus tard, la disproportion des âges diminue, et, pour les filles qui ont un peu dépassé la trentaine, les âges respectifs arrivent à l'égalité.

Après 35 ans, les filles, suivant en cela l'exemple des garçons, épousent des individus plus jeunes qu'elles, dans une proportion qui s'élève avec l'âge. La différence atteint près de 9 ans, lorsqu'elles-mêmes dépassent 55 ans.

Ces disproportions d'âge se rencontrent à des degrés divers dans les mariages mixtes et de veufs et de veuves. Mais ce serait dépasser la limite assignée à cet article que de nous étendre plus longuement sur ce sujet.

Les rapports qui viennent d'être présentés offrent un caractère de généralité extrêmement remarquable. Il ne faut pas croire pour cela que la proportion des mariages n'ait pas à subir des fluctuations plus ou moins considérables. Presque toujours les troubles politiques ou économiques, la guerre, la disette, en diminuent le nombre, mais ces circonstances sont purement accidentelles. D'autres mouvements résultant de causes générales se dégagent d'observations à longue portée. C'est ainsi qu'on trouve qu'en Angleterre la proportion des mariages ne cesse de s'accroître; elle est stationnaire en France, mais elle diminue en Suède avec une rapidité inquiétante. Les documents des autres pays sont trop récents pour pouvoir être analysés à cet égard.

2^o Nous venons d'étudier les mariages au moment même de leur célébration. Il y a lieu maintenant de les étudier pendant le cours de leur durée et de faire connaître, par conséquent, la situation des couples existants ou de la population mariée.

Et d'abord, dans quelle mesure les couples mariés contribuent-ils à l'accroissement de la population?

Il y aurait un moyen exact de le savoir; ce serait, au décès de l'époux, dont la mort rompt l'association conjugale, d'enregistrer aussi le nombre des enfants morts ou vivants issus du mariage. Mais cette facile enquête ne se fait nulle part, et les statisticiens, dans l'espérance de connaître au moins le nombre moyen d'enfants par mariage, ont recours à un artifice de calcul consistant à diviser le nombre moyen annuel des naissances légitimes par le nombre correspondant des unions nuptiales.

Ce calcul suppose implicitement que le nombre des mariages, ainsi que leur fécondité, sont invariables; mais cette hypothèse, qu'à la rigueur on pourrait accepter pour la France, est loin de se vérifier quand on observe l'Angleterre et d'autres pays. C'est donc, sauf toutes réserves, qu'il faut lire le tableau suivant:

Fécondité légitime (1861-1865).

Russie	4.72		Norwége	4.25		Belgique	3.96
Espagne	4.52		Suède	4.23		Angleterre	3.92
Écosse	4.50		Wurtemberg	4.22		Saxe	3.86
Irlande	4.48		Prusse	4.14		Danemark	3.77
Italie	4.34		Pays-Bas	4.07		Bavière	3.40
Hongrie	4.31		Autriche	4.01		France	3.18

M. Bertillon a employé un bien meilleur procédé en comparant les naissances légitimes annuelles aux femmes mariées de plus de 15 ans : il a trouvé ainsi que, pour 100 femmes, l'Angleterre donne 21 enfants, la Hollande 20, la Belgique 18, et la France 12. A Paris même, le nombre des enfants descend à 10.

Veut-on une plus grande précision encore ? On comparera les enfants légitimes aux femmes mariées dans l'âge de la fécondité, c'est-à-dire à celles de 15 à 45 ans. On trouve que, dans ces conditions, la Belgique produit 33 enfants, la France 21, et Paris 13 seulement !

Ici, la plupart des statistiques officielles présentent une lacune regrettable. Si l'on avait, en effet, établi un tableau des naissances légitimes suivant l'âge des mères, connaissant d'autre part le tableau par âges des femmes mariées, on établirait facilement la fécondité des mariages suivant les âges, et on saurait à quel âge cette fécondité atteint son maximum. Nous avons cherché en vain cette indication dans l'ouvrage que nous analysons.

Quoi qu'il en soit, il reste établi qu'en France les femmes mariées contribuent à l'accroissement de la population par 21 naissances sur 100, tandis que 100 femmes non mariées du même âge ne produisent que 2 enfants, et même moins (1.85).

Cette première comparaison entre le mariage et le célibat fournit un résultat facile à prévoir. Peut-être même trouvera-t-on trop grande encore la part de l'illégitimité.

Mais, si nous poursuivons, nous trouverons qu'à bien d'autres points de vue la population mariée est bien plus favorablement traitée que celle qui ne l'est pas.

Les chiffres suivants concernent la criminalité. L'aliénation mentale et plus tard le suicide nous fourniront des documents non moins décisifs.

Nous suivons toujours M. Bertillon dans ses calculs et nous n'avons pas besoin de dire que toutes les précautions indiquées au statisticien par la nature même de ce genre de recherches ont été parfaitement observées.

A cet égard, la dernière période étudiée par l'auteur, celle de 1861 à 1868, nous suffira ; les résultats qu'elle fournit se trouvent confirmés par les faits recueillis dans une période plus éloignée, celle de 1840 à 1845.

D'après ces calculs, la criminalité des célibataires étant exprimée par 100, celle des époux n'est que de 49 pour les crimes contre les personnes, et de 45 s'il s'agit de crimes contre la propriété. La femme mariée est, sur ce point, plus favorisée que l'homme, et, en effet, pour tous les genres de crimes réunis, la proportion du célibat étant exprimée par 100, celle des hommes mariés est de 50, et celle des femmes mariées de 41 seulement. Cette différence se reproduit dans le veuvage, où, relativement à la criminalité des célibataires, la proportion des crimes est de 60 pour les hommes et de 49 pour les femmes.

Nous ne croyons pas devoir reproduire les recherches de l'auteur en ce qui concerne le célibat religieux, les quelques faits qu'il a rapportés à cet égard et qui sont empruntés à la statistique comparée de M. Duruy sur les écoles laïques et les écoles congréganistes ne devant être acceptés qu'avec les plus grandes réserves.

Quant à l'aliénation mentale, on trouve que, pour 10,000 habitants de chaque catégorie de l'état civil, la proportion des célibataires est de 3.68, celle des époux de 2.02, et celle des veufs des deux sexes de 3.1. Ainsi, l'association conjugale possède contre la folie des moyens préservatifs assez puissants pour réduire le danger de près de moitié !

3° Le mariage est dissous, dans la grande majorité des cas, par la mort d'un des époux, et, dans des cas fort rares, par le divorce ou la séparation de corps. Il résulte du très-petit nombre de documents qu'on a pu recueillir à ce sujet, que sur 1,000 couples existants, il y a chaque année, en France, 40 célébrations de mariage, tandis que 33 à 34 sont rompus, savoir : 33.6 par la mort et 0.26 par suite de séparation de corps. Sous une autre forme, on peut dire que, pour 1,000 célébrations de mariage conclues dans l'année, il y a 840 mariages rompus par la mort, et 6 $\frac{1}{2}$ par arrêt judiciaire. En Bavière, la proportion de ces derniers est de 7, en Belgique d'un peu plus de 2, en Hollande et en Suède de 4; enfin, en Saxe, la proportion des séparations judiciaires ne s'élève pas à moins de 25.

En ce qui regarde les mariages rompus par la mort, on remarque que, sur 1,000, 552 sont le fait du mari et 468 seulement celui de la femme. Ces proportions (ce sont celles de la France) sont, du reste, à peu près identiques dans les divers pays. On ne s'étonnera donc pas de compter dans la population beaucoup plus de veuves que de veufs, d'autant plus que les veufs s'empressent bien plus que les veuves de s'engager dans de nouveaux liens.

Ajoutons, avant d'abandonner ce sujet, que l'âge moyen des époux décédés les premiers est de 58 ans pour les hommes, et pour les femmes de 52 ans et demi.

Nous arrivons maintenant au point capital du travail de M. Bertillon : nous voulons parler de l'influence du mariage sur la mortalité et, par suite, sur la durée de la vie moyenne et probable.

On comprend que, pour une recherche aussi délicate, l'auteur a dû s'imposer plus que jamais une méthode rigoureuse. Ses résultats sont d'ailleurs absolument d'accord avec les rapports de la statistique de France, et l'on en trouve une nouvelle confirmation dans les rares pays qui ont fourni à cet égard des documents complets et parmi lesquels on regrette de ne pas rencontrer l'Angleterre, et la Suède surtout, dont les enquêtes statistiques sont généralement si remarquables par leur richesse et leur précision.

Nous n'insérerons pas ici le tableau général de la mortalité par âges et par état civil que M. Bertillon a donné, d'après les documents officiels, pour la France, la Belgique et la Hollande, et séparément pour la ville de Paris; il nous suffira d'en faire ressortir les principaux résultats.

Et d'abord on trouve que, pour la plus grande partie des âges, ce sont les gens mariés qui offrent la moindre mortalité, et les veufs la plus grande. C'est ainsi que, sur 1,000 hommes de 40 à 45 ans, il y a, en France, moins de 10 décès s'il s'agit des hommes mariés, mais 16 pour les célibataires, et près de 19 pour les veufs. Ainsi, à cet âge, la mortalité des veufs est presque justement le double de celle des époux!

De même, à l'âge suivant (45 à 50) on trouve moins de 12 décès d'époux, près de 20 décès de vieux garçons, et 22 de veufs. A Paris, au même âge, pour 16 décès d'époux, on en compte 27 de célibataires et 32 de veufs. Au même âge, en Hollande, il y a annuellement 16 décès d'hommes mariés, 24 de célibataires et 25 de veufs. Même résultat pour la Belgique. Certes, cet accord entre des milieux si différents, cette constante atténuation de la mortalité en faveur des hommes mariés, cette persistante aggravation chez les célibataires et les veufs, sont un précieux témoignage en faveur de l'union conjugale.

Pour être plus clair encore, l'auteur rapporte les mortalités diverses à la mor-

talité des mariés prise pour unité. On trouve, par ce calcul, qu'en France, de 30 à 35 ans, la mortalité des mariés étant exprimée par 100, celle des célibataires s'élève à 169 et celle des veufs à 281. A l'âge suivant (35 à 40 ans), la mortalité des mariés étant toujours exprimée par 100, celle des célibataires est de 175, et celle des veufs de 233. Aux âges ultérieurs on trouve successivement pour les célibataires 174, 171, 165, 149, 141, 133, etc., et pour les veufs 198, 194, 172, 172, 146, 143, etc. On voit que l'influence désastreuse du veuvage va en s'amendant régulièrement avec l'âge, mais elle persiste néanmoins jusqu'à la fin de la vie.

Quant à la mortelle influence du célibat, elle n'est pas moins constatée : elle a son apogée de 35 à 45 ans, et, avant comme après cet âge, elle va s'atténuant avec une certaine régularité.

A cette régularité, toutefois, il faut opposer l'exception remarquable qui se manifeste dès le premier âge. En effet, de 18 à 20 ans, la mortalité qui, pour les célibataires, n'est que de 7 environ pour 1,000, s'élève à 52 pour les jeunes mariés et à 12 pour les mariées. Le même fait se reproduit à Paris, en Belgique, en Hollande; il ne peut donc rester le moindre doute sur le résultat. Ces mariages prématurés sont meurtriers et il serait sage de retarder le mariage, au moins pour les hommes, jusqu'à la majorité.

Nous ne pousserons pas plus loin cette analyse sommaire des tableaux qui nous ont fourni ces chiffres : en somme il résulte, avec une grande évidence, de cette investigation, que l'association conjugale, pourvu qu'elle ne soit pas trop hâtive, est salutaire aux deux sexes. On doit avouer, cependant, que c'est l'homme qui en bénéficie le plus. Pour la femme, en effet, les dangers de la parturition neutralisent une partie de ces avantages. Ces dangers accroissent la mortalité des femmes, à Paris jusqu'à 20 ans, en France jusqu'à 25 ans, en Belgique et en Hollande jusqu'à 40 ou 45 ans. Au delà de ces âges, les femmes mariées sont bien moins exposées à la mort que les célibataires ou les veuves.

C'est le moment de dire un mot du suicide. En se bornant à la simple comparaison des suicides, suivant l'état civil, des personnes de plus de 16 ans, on trouve que, pour un million de célibataires, il y a 273 suicides; pour un même nombre de veufs, 628; tandis que le chiffre afférant aux mariés n'est que de 246.

Il y a bien une question d'âge qui pour sa part sert à expliquer le fait, la statistique démontrant que le suicide croît avec l'âge, et les veufs se trouvant en grande partie dans les âges avancés. Mais la correction qu'on pourrait faire à ce calcul laisserait subsister ces conclusions, tout en les atténuant.

Il reste donc démontré que les charges, les soucis et les peines qui résultent de la famille sont moins puissants pour pousser l'homme ou la femme au désespoir et au suicide, que ne sont salutaires les influences du foyer conjugal pour les prévenir, tandis que c'est l'égoïsme, l'indifférence ou l'isolement du célibat, la triste solitude du veuvage qui laissent l'esprit et le cœur sans appui pour résister à la funèbre tentation.

M. Bertillon nous apprend donc qu'il y a dans toute population une classe d'individus tellement misérables, que chaque âge y est frappé par une mortalité exceptionnelle, avec cette aggravation que ces pertes ne sont compensées par les naissances que dans une infime proportion. Cette classe donne deux fois plus de cas d'aliénation, deux fois plus de suicides, deux fois plus de meurtres et de violences

contre les personnes, etc. Et pourtant un seul fait la distingue du reste de la société, c'est de vivre sous le régime du célibat.

Que de raisons pour que la société fasse du mariage le devoir suprême du citoyen! L'adulte ne doit-il pas à sa famille tous les avantages matériels, moraux ou sociaux dont il dispose? S'il se refuse à constituer une famille à son tour, s'il reste célibataire, qu'est-il autre chose qu'un débiteur qui, de propos délibéré, refuse de rendre ce qu'il a reçu, se constitue insolvable et fait banqueroute à la société?

Quelques personnes partent de là pour attaquer les institutions sociales qui, telles que l'armée, les institutions religieuses, empêchent le mariage.

Il y a des réserves à faire sur ce point; car, pour conclure, il faudrait examiner si ces institutions ne compensent pas par d'immenses services rendus à la population, les désavantages qui résultent pour la société du célibat forcé ou simplement favorisé; mais nous aurons à revenir sur cette importante question.

T. LOUA.